

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 26 janvier 2022**  
(Convocation du 21 janvier 2022)

Aujourd'hui, le vingt-six janvier deux mille vingt-deux à 15h, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, en vertu du chapitre II du règlement intérieur et selon la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Étaient présents en visioconférence :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet

Secrétaire de séance :

Mme Dominique Degos

---

**OBJET : Affaires administratives / Administration finances - Convention de mise à disposition de moyens auprès du syndicat Adour Midouze (SAM)**

**Exposé des motifs :**

La stratégie d'organisation des compétences de l'eau (SOCLE) a souhaité mettre en avant une structuration à l'échelle du bassin versant des syndicats de rivières dimensionnés à l'échelle des sous-bassins. Par ailleurs, dans cette même stratégie, les établissements publics territoriaux de bassins, dimensionnés à l'échelle du bassin versant intégral, se voient fléchés sur différents types de missions : les missions prioritaires à l'échelle du bassin, les missions exercées en subsidiarité (sur les territoires où il n'existe pas de syndicats en capacité de le faire) et les missions exercées par transfert ou délégation de compétences.

Parmi les missions prioritaires, figure la mutualisation de moyens techniques et administratifs :

« L'EPTB peut également jouer un rôle dans la mutualisation de moyens techniques et administratifs (exemples : expertise, cartographie SIG, ingénierie financière et marchés...) pour le compte de ses membres et des parties prenantes de la gestion du grand cycle de l'eau ».

L'établissement public territorial du bassin (EPTB) de l'Adour, l'Institution Adour, apparaît dès lors comme l'acteur chef de file de l'organisation et de la gestion du grand cycle de l'eau et comme disposant d'un personnel administratif spécialisé dans le domaine d'intervention de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Depuis plusieurs années l'EPTB est organisé afin d'offrir une plateforme de services pour aider les syndicats de bassins versants dans leurs missions et ainsi prendre en charge totalement ou partiellement la gestion administrative de ces syndicats. L'EPTB peut aussi mettre à disposition des locaux.

Aujourd'hui, suite à la fusion du syndicat du moyen Adour landais et du syndicat mixte du bassin versant de la Midouze, il convient de délibérer sur le projet de convention joint en annexe, ayant pour objet la mise à disposition de moyens (locaux, moyens matériels, moyens humains, logiciels et autres plateformes) de l'Institution Adour à destination du nouveau syndicat Adour Midouze.

Cette convention viendra en remplacement des deux précédentes conventions. Il s'agit donc d'un renouvellement de mise à disposition et d'une actualisation des termes de cette mise à disposition à des fins d'homogénéisation au regard des besoins de ce nouveau syndicat.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



Dans ce cadre, cette mise à disposition de moyens regroupe la mise à disposition de locaux, de moyens matériels (fournitures, ordinateurs, téléphones, photocopieurs...), de moyens humains (avec la mise à disposition du service administratif et financier), et d'outils informatiques tels que différents logiciels et autres plateformes.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L5111-1,

Vu le code de l'environnement,

Vu les statuts de l'Institution Adour arrêtés par arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2021 et ceux du syndicat Adour Midouze arrêtés par arrêté interpréfectoral en date du 29 novembre 2021,

Vu la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) arrêtée par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 21 décembre 2017,

Considérant le caractère complémentaire des missions confiées à l'Institution Adour en tant qu'établissement public territorial de bassin (EPTB) et au syndicat en tant que syndicat de rivière intervenant à l'échelle des sous-bassins versants Adour et Midouze,

Considérant la nécessité d'assurer la cohérence des interventions dans le périmètre commun de compétences des structures concernant la gestion de l'espace rivière sur le bassin de l'Adour et plus largement la gestion durable de l'eau,

Considérant les missions confiées par le code de l'environnement aux établissements publics territoriaux de bassin et le rôle de chef de file de l'Institution Adour,

Considérant les missions prioritaires pour les EPTB sur le bassin Adour-Garonne identifiées dans la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) parmi lesquelles figure la mutualisation de moyens techniques et administratifs,

## LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

## DECIDE

### Article 1

- d'approuver les termes de la convention à intervenir pour la mise à disposition de moyens entre l'Institution Adour et le syndicat Adour Midouze (SAM) à compter du 1er janvier 2022
- d'autoriser le président à signer la convention telle qu'annexée et l'ensemble des documents afférant à cette mise à disposition.

### Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 26 janvier 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



## CONVENTION

**Mise à disposition de moyens  
entre l'Institution Adour et le syndicat Adour Midouze**

Entre d'une part,

Le syndicat mixte dénommé « Institution Adour », identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 254 002 264 00045, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan (40025) 38 rue Victor Hugo, représenté par son Président, Monsieur Paul CARRÈRE dûment habilité à signer la présente convention par délibération du bureau n° xx en date du 26 janvier 2022,

Ci-après dénommé : l'EPTB

Et d'autre part,

Le syndicat mixte dénommé « Syndicat Adour Midouze », identifié au répertoire Sirene sous le numéro SIRET 200 096 725 00011, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège social est à Mont-de-Marsan, 38 rue Victor Hugo, représenté par son Président, Monsieur Christian DUCOS dûment habilité à signer la présente convention par délibération n° xx du comité syndical en date du 17 janvier 2022,

Ci-après dénommé : le SYNDICAT

VU le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5111-1 ;

VU le code de l'environnement ;

VU les statuts de l'Institution Adour arrêtés par arrêté préfectoral en date du 8 janvier 2021 et ceux du syndicat Adour Midouze arrêtés par arrêté interpréfectoral en date du 29 novembre 2021 ;

VU la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) arrêtée par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne en date du 21 décembre 2017,

VU la délibération n° xx en date du 26 janvier 2022 du bureau de l'Institution Adour relative à l'approbation des termes de la présente convention,

VU la délibération n° xx en date du 17 janvier 2022 du comité syndical du syndicat Adour Midouze relative à l'approbation des termes de la présente convention,

CONSIDÉRANT le caractère complémentaire des missions confiées à l'Institution Adour en tant qu'établissement public territorial de bassin (EPTB) et au Syndicat en tant que syndicat de rivière intervenant à l'échelle des sous-bassins versants Adour et Midouze,

CONSIDÉRANT la nécessité d'assurer la cohérence des interventions dans le périmètre commun de compétences des structures concernant la gestion de l'espace rivière sur le bassin de l'Adour et plus largement la gestion durable de l'eau,

CONSIDÉRANT les missions confiées par le code de l'environnement aux établissements publics territoriaux de bassin et le rôle de chef de file de l'Institution Adour,

CONSIDÉRANT les missions prioritaires pour les EPTB sur le bassin Adour-Garonne identifiées dans la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) parmi lesquelles figure la mutualisation de moyens techniques et administratifs,



## IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIV

### Article 1. Objet de la convention

La présente convention a pour objet, dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de fixer les engagements réciproques des parties permettant au SYNDICAT d'exercer ses missions.

### Article 2. Mise à disposition de locaux et de matériels par l'EPTB

Pour permettre au SYNDICAT de poursuivre ses objectifs, l'EPTB met à disposition du syndicat un local à usage de bureau sis au siège de l'EPTB, 38 rue Victor Hugo à Mont-de-Marsan, une salle de réunion équipée d'un système de visioconférence, et les moyens informatiques nécessaires au bon accomplissement des missions techniques et administratives.

Aussi l'EPTB met à disposition du SYNDICAT son parc de véhicules.

### Article 3. Mise à disposition de moyens humains par l'EPTB

L'EPTB met à la disposition du SYNDICAT les moyens humains nécessaires à son bon fonctionnement. Cette mise à disposition concerne les agents de l'EPTB employés au service administratif et financier travaillant pour le compte du SYNDICAT :

- Secrétariat général (courriers, instances, délibérations, standard téléphonique...)
- Gestion des ressources humaines
- Gestion financière
- Commande publique
- Veille juridique
- Assistant DPO

### Article 4. Mise à disposition de logiciels et autres plateformes par l'EPTB

Pour permettre au SYNDICAT de poursuivre ses objectifs, l'EPTB met à sa disposition les logiciels suivants :

- Civil : logiciel de comptabilité
- Eurécia : logiciel de gestion de temps et suivi d'activité

Le SYNDICAT devra quant à lui se doter de ses propres certificats de signatures électroniques nécessaires au fonctionnement de ces logiciels.

De plus pour bénéficier des services de maintenance inhérents aux outils précités, il devra adhérer à l'Agence landaise pour l'informatique (ALPI).

### Article 5. Destination des locaux et matériels mis à disposition

Les locaux, matériels et logiciels, objets de la présente convention de mise à disposition, seront utilisés par le SYNDICAT à usage exclusif pour la réalisation des activités relevant de ses compétences.

### Article 6. Responsabilité - Assurances

Chaque collectivité et établissement public restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences.

Chaque initiative ou décision à prendre par chacune des structures relèvera des autorités et organes qui leur sont propres.



Le SYNDICAT s'engage à souscrire un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile.

De son côté, l'EPTB s'engage à souscrire tout contrat d'assurance garantissant les locaux et matériels mis à disposition du SYNDICAT contre tout risque d'incendie, d'explosion, de vol, de foudre, de bris de glace et de dégâts des eaux. Elle s'engage à ne pas se retourner contre le SYNDICAT au cas où de tels accidents se produiraient.

#### Article 7. Impôts et taxes

Les impôts et taxes de toute nature relatifs aux locaux mis à disposition seront supportés par l'EPTB.

Les impôts et taxes de toute nature relatifs à l'activité exercée par le SYNDICAT seront supportés par ce dernier.

#### Article 8. Modalités financières

Les agents mis à disposition percevront la rémunération correspondant à leur grade par la structure employeur principal.

Le SYNDICAT remboursera à l'EPTB les frais engendrés par la mise à disposition des locaux et des moyens selon l'annexe financière jointe.

Ces remboursements seront effectués à la fin de chaque année sous forme d'appel à contribution. L'annexe financière de la présente convention fera l'objet d'une actualisation annuelle.

#### Article 9. Obligations générales du syndicat

La présente mise à disposition de moyens est consentie à la condition que le SYNDICAT exerce personnellement et de façon continue son activité dans les locaux mis à disposition et suivant la destination prévue.

#### Article 10. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, et pour une durée de deux ans. À son expiration et à défaut de congé donné par l'une ou l'autre des parties au moins six mois à l'avance, la mise à disposition sera reconduite automatiquement pour une durée de deux ans.

Au total la mise à disposition ne pourra pas excéder quatre ans dans le cadre de la présente convention.

#### Article 11. Résiliation anticipée

Le SYNDICAT pourra notifier à tout moment à l'EPTB son intention de quitter les locaux mis à disposition en respectant un préavis de six mois.

Il en est de même pour l'EPTB.

Dans tous les cas, les parties ne peuvent pas prétendre à une indemnisation.

Tout congé donné par l'une ou l'autre des parties devra être notifié par lettre recommandée avec demande d'accusée de réception.



## Article 12. Litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Pau.

Les parties s'engagent toutefois à rechercher au préalable une solution amiable au litige.

## Article 13. Modifications

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

A Mont-de-Marsan, le .....

Pour l'Institution Adour  
le Président,

Pour le syndicat Adour Midouze  
le Président,

Paul CARRÈRE

Christian DUCOS

Liste des pièces jointes :

- Annexe : annexe financière



## ANNEXE FINANCIÈRE

### Exercice 2022

MISE A DISPOSITION DE LOCAUX ET DE MATERIELS		prix/an
Hébergement de 4 agents (3 960 € / agent)	Bureau, salle de réunion visioconférence	15 840 €
	Place de parking	
	Photocopieuse, vidéo projecteur	
	Mise à disposition ordinateur	
	Abonnement téléphone fixe + internet	
	Fournitures administratives (papier, stylos, ...)	
	Maintenance informatique et sauvegarde données	
MISE A DISPOSITION DE VEHICULES		prix/an
Mise à disposition de son parc de véhicules avec un véhicule pré affecté en priorité	Mise à disposition prioritaire d'un véhicule DUSTER (véhicules, entretien, carburants et péages)	3 000,00 €
MISE A DISPOSITION DE MOYENS HUMAINS		prix/an
Environ 12 heures par semaine (3 jours/semaine soit 0,7 ETP soit 142 jours par an à 200€/jour)	Secrétariat général (courriers, instances, délibérations, standard téléphonique...)	28 400 €
	Gestion des ressources humaines	
	Gestion financière	
	Commande publique	
	Veille juridique	
	Assistant DPO	
MISE A DISPOSITION DE LOGICIELS ET AUTRES PLATEFORMES		prix/an
CIRIL : logiciel de comptabilité	Mise à disposition du logiciel pour une entité	0,00 €
EURECIA : logiciel de gestion de temps	Mise à disposition pour 4 agents	
Conformément à l'article 8 de la présente convention le Syndicat remboursera à l'EPTB le montant annuel de :		47 240,00 €

